



Le 4 septembre 2020

Monsieur le Président,

Cette rentrée 2020 ne sera pas comme les autres. En effet, les mesures prises pour lutter contre la crise sanitaire font courir le risque de servir de prétexte :

- à l'interdiction d'expression des revendications notamment en interdisant des rassemblements et des manifestations qui ont pour objet ces revendications .

- à étendre le « télétravail non encadré » qui fonctionne en dehors de tout droits et protections.

Les dangers du télétravail non encadré, notamment lorsqu'il est pratiqué en permanence sont les suivants : isolement, objectifs trop flous, manque d'équipements, surcharge de travail, disparition des coupures entre la vie privée et professionnelle.

Ces causes génèrent des risques psycho-sociaux : stress, anxiété, troubles du sommeil, ruptures avec les temps sociaux organisés, inégalité de traitement entre les personnels (cette forme d'organisation du travail est moins adaptée aux missions des personnels de catégorie C et B), pertes financières avec des frais professionnels à la charge de l'agent...

Sans parler de l'injustice des primes Covid attribuées dans la plus totale opacité...

Pour la CGT, il est indispensable de tirer de forts enseignements de la crise que nous traversons qui a révélé au grand jour ce sur quoi nous alertions depuis plusieurs années. La succession des politiques d'austérité, de mise en concurrence et de recherche exacerbée de la rentabilité ont occasionné de graves préjudices à nos services publics. C'est une évidence pour l'hôpital public. La place des services publics et de la Fonction publique qui, avec ses trois versants, regroupent plus de 80 % de l'emploi public, constitue un des axes fondamentaux sur lequel doit se bâtir cette civilisation nouvelle que nous appelons de nos vœux.

En Douane, en 2017 notre DG annonçait que le réseau des pôles de fiscalité énergétique était porteur de chantiers d'avenir prometteur. Aujourd'hui, ce même réseau s'apprête à être sacrifié sur l'autel du changement perpétuel et de la discontinuité évolutive !!! Ce sont de 500 à 1000 emplois de douaniers qui sont menacés !!!

Concernant la DGCCRF, il est de plus en plus probable qu'elle devra transférer les contrôles d'hygiène et d'une grande partie de l'alimentaire à la DGAL (direction générale de l'alimentation) qui est en passe de gagner l'arbitrage sur la gouvernance sanitaire.

A la DGFIP, le « nouveau réseau de proximité » vise essentiellement à la fermeture de services de pleine compétence, pour y substituer :

-des « points de contact » vidés de leur substance implantés dans des communes qui pour beaucoup abritaient une trésorerie antérieurement tenue par un agent qui n'aura ni le temps, ni les possibilités de répondre aux usagers et ne pourra tout au plus les aiguiller vers un site internet ;

–des «services de gestion comptable» (SGC), services de gestion des collectivités dans lesquels les chefs de poste seront secondés par des «conseillers aux décideurs locaux» (au nombre de deux actuellement dans le département de la Haute Garonne), qui exerceront le rôle auparavant dévolu au comptable public, aujourd'hui en voie de disparition.

-le paiement par carte bancaire ou en espèces jusqu'à 300 euros des impôts, les factures de cantine, d'hôpital, de crèche, de certaines amendes auprès de débiteurs de tabac, en remplacement des caisses de nos centres des Finances publiques bientôt définitivement fermées. La CGT dénonce fermement cette privatisation du recouvrement qui remet en cause l'unicité du traitement de l'impôt sur les territoires et la confidentialité de certains dossiers. En effet, les buralistes ne sont pas assermentés, avec l'obligation de confidentialité qui en découle.

Depuis la création effective de la DGFIP (fusion des directions générales des impôts et du trésor public) en 2009 :

- près de 80 trésoreries de proximité ont été supprimées sur les 13 départements d'Occitanie;
- 134 postes comptables ont été supprimés nationalement en 2019, portant le total à 1717 suppressions en 10 ans.

La CGT continuera à combattre tous les projets de destruction des services de la DGFIP comme elle le fait depuis 11 ans.

La dégradation des conditions de travail induites par ces réformes rend l'action sociale d'autant plus indispensable.

Pour ce qui relève de l'action sociale du 31 :

- Concernant l'Epaf : nous aimerions connaître le nombre de colons partis cette année et comparer les chiffres avec ceux de l'été 2019. Des colonies sont-elles prévues pendant les vacances de la Toussaint pour permettre aux enfants qui en ont été privées de partir enfin ?
- Parentalité : au niveau local, de nombreux parents ont dû jongler avec le télétravail et les enfants à garder (privés de colonies) ce qui a engendré une fatigue physique et psychologique inédite.

Nous constatons que les prestations et projets pédagogiques proposés aux enfants de nos Ministères par l'EPAF ont un gros impact sur l'organisation des familles.

- Restauration : la CGT a été sensible aux mesures temporaires prises par les certains restaurants administratifs. Toutefois, on se fait du souci sur le devenir de ces structures en raison des contraintes sanitaires.

- Aides : avez-vous connaissance de familles qui ont été impactées financièrement par le Covid ?

- CAL : le voyage à Barcelone étant supprimé, la CGT propose

- d'offrir une aide aux familles dont les enfants n'ont pas pu partir avec l'Epaf et l'Odod (avec justificatif de l'inscription à une colonie qui n'a pas pu aboutir)

- une sortie famille à la ferme des étoiles (balade céleste) peut être proposée en privatisant le

site. Pour 10 familles : possibilité de réserver le site les s24/10 ou v30/10 ou s31/10

- une duplication de l'action « sensibilisation à la communication relationnelle » sur le dimanche 11 octobre si les inscriptions sont suffisantes (> à 20)

- si besoin : intervention d'un professionnel de santé naturelle pour une conférence sur le thème « comment renforcer son immunité de façon naturelle et faire confiance à notre système immunitaire »

Les êtres humains sont des êtres sociaux qui ont besoin de contact et d'empathie. Ce n'est pas la distanciation sociale qui nous sauvera !!!

Nous sommes ici réunis pour parler d'action sociale. Alors passons à l'action et qu'elle soit sociale !!! Tout en respectant des recommandations cohérentes en matière de sécurité sanitaire, nous avons les moyens de proposer à nos collègues et à leur famille de revenir vers un monde plus humain et donc plus social.

Les représentants CGT Finances CDAS 31